

PREFACE

J'écris ces quelques lignes d'introduction au recueil préparé par mes amis parisiens à peine rentré de Paris où j'ai participé à la soirée de défense pour Alexandre Guinzbourg, organisée au théâtre d'Orsay. A cette soirée, il me semble que c'est la première fois que des rapports autres, normaux se sont noués entre nous et les innombrables Français solidaires de notre action. Si, au début de la soirée, la scène créait encore une espèce de barrière entre nous, très vite nous nous sommes mis à discuter « d'égal à égal ». Il arrive souvent que les Français et les Occidentaux en général, qui viennent nous écouter, voient en nous des prophètes obligés à chaque instant d'énoncer des vérités et, bien sûr, ils déchantent rapidement, nous reprochant en outre de nous prendre nous-mêmes pour des prophètes. D'autres nous contemplent comme quelque chose d'exotique, venu d'une autre planète, comme on regarde des singes savants dans un zoo en s'étonnant de leurs attitudes humaines. Dans les deux cas, la curiosité remplace le désir réel de nous comprendre et d'entendre ce dont nous parlons.

Nous sommes des hommes exactement comme vous. Différents les uns des autres de la même façon que vous l'êtes vous-mêmes. Peut-être même plus différents encore, parce que débarrassés de la chaîne des dogmes et ayant appris avec détermination à être nous-mêmes. Dans ce numéro

de « Recherches » que vous vous apprêtez à lire, ces dissemblances vous apparaîtront clairement.

La couverture de ce numéro qui fait une sorte d'écran entre l'auteur et le lecteur est une chose purement formelle, comme la scène qui s'élevait entre nous au début de la réunion. Derrière cette couverture, vous ne trouverez pas de sentences ou de programmes politiques, mais quelques tentatives pour déborder les caractères d'imprimerie et parler : dire, raconter, s'exprimer, entendre une réponse. Vous trouverez là aussi quelques portraits ; les uns sont brossés de l'extérieur, d'autres — des autoportraits — apparaissent spontanément. Presque tous les auteurs du recueil vivent toujours dans leurs pays respectifs ; on ne peut les convier à une réunion, ni les inviter à prendre un verre au café du coin où l'on peut discuter jusque tard dans la nuit. L'initiative de « Recherches » leur a donné la parole, des traducteurs enthousiastes leur ont permis de s'exprimer en français. Mais il ne dépend que du lecteur et de lui seul que ce monologue à plusieurs voix devienne un dialogue.

Les bases de ce dialogue ont été posées. Ce numéro, même si on y trouve des articles consacrés à tel problème spécifique ou à des histoires personnelles, répond à de nombreuses questions d'ordre plus général, dissout des malentendus auxquels nous, les expulsés et les émigrés, devons faire face ici. Qu'est-ce que la « dissidence » ? Qui sont les « dissidents » ?
ET, EN FAIT, QUE VEULENT-ILS ?

Je dirais que ceux que vous appelez les « dissidents » ne sont que de simples hommes qui ont appris à penser par eux-mêmes et ne se réfèrent à aucun schéma pré-établi, ce qui ne les empêche pas par ailleurs d'être d'accord sur de nombreux points et toujours solidaires. Mais penser, même si ce n'est pas facile, n'est que le premier pas. Penser ce que l'on veut n'est pas plus dangereux à l'Est qu'à l'Ouest. Ce qui fait un dissident, c'est l'harmonie entre ses paroles et sa vie, d'une part, et ses convictions, de l'autre. Cela, c'est déjà plus dangereux, c'est prendre le risque d'aller en prison, c'est ce qui agace le petit rentier : « Alors quoi, vous en voulez plus que les autres ? Vous allez voir comment ce petit jeu va se terminer ! » De fait il se termine, ce petit jeu, par la prison, le camp ou l'asile psychiatrique. Car il y a une chose plus forte que la peur : la conscience de la responsabilité personnelle envers soi-même et tout ce qui se passe autour de soi. Cette conscience est même tellement plus forte, que, même derrière les barbelés, la résistance continue.

D'ailleurs, je préfère le terme de « résistance » au terme imprécis de « dissidence » ; mais on dit chez vous, en France, que ce mot est par

trop lié à des actions armées. Bon, soit, puisque vous vous y êtes habitués, appelez-nous « dissidents », si vous y tenez. Comme dit le proverbe russe : « Tu peux m'appeler *pot* si tu veux, mais ne me mets pas au four. » Dans notre cas cela veut dire : ne nous faites pas entrer dans des schémas, ne nous observez pas à travers Dieu sait quelles barrières de zoos idéologiques, nous avons conquis le droit d'être nous-mêmes — eh bien, respectez ce droit, — ce droit que nous avons arraché à travers combien de risques et de dangers, dans ce régime qui met tout le monde à la même enseigne, alors qu'ici, en Occident, les gens, me semble-t-il, cherchent à trouver quelqu'un ou quelque chose qui les soulagerait de leur propre cervelle, et lui substituerait un automate dogmatique. Il se peut d'ailleurs que je me trompe. J'aimerais me tromper.

Dans ce recueuil il y a peu de récits sur les répressions les plus dures et la vie derrière les barbelés. On en parle, bien sûr, car c'est une partie trop organique de notre vie pour qu'on puisse l'ignorer. Et je refuse l'argument qu'on en a « déjà trop parlé », qu'en Occident « tout le monde sait déjà ». Je pense qu'on n'en sait toujours pas suffisamment. Mais le but des rédacteurs n'était pas de parler des bourreaux et des victimes, mais de laisser s'exprimer des gens dans leur démarche de résistants, dans leur choix de la résistance. Peut-être, cette découverte d'un nouvel aspect de la « dissidence » vous donnera l'envie non seulement de « lire un livre de plus », « d'entendre un autre témoignage », mais d'engager un véritable dialogue qui nous est aussi indispensable qu'à vous.

Là, je voudrais revenir à la réunion du théâtre d'Orsay et au problème du boycott dont nous avons beaucoup discuté ensemble. Dans l'avenir j'espère que ces mots déboucheront sur des actes. Que signifie « boycotter l'Union Soviétique » ? Cela veut dire écarter les interlocuteurs que le régime soviétique impose à l'Occident et dans l'espace ainsi dégagé, rencontrer, même à travers les barbelés, ne serait-ce que par ces feuillets du samizdat venant de si loin, ceux qui méritent vraiment le nom d'homme et de citoyen. « Aucun soutien à ce régime » : cela veut dire soutenir ceux qui, là-bas, ont déjà osé être libres ou oseront l'être demain, — qui l'oseront, grâce à votre soutien.

Vladimir Boukovski

QUI SONT-ILS DONC, CES DISSIDENTS ?

Le mouvement d'opposition en U.R.S.S. plus communément appelé à l'Ouest dissidence présente des aspects multiples. L'opinion publique occidentale connaît surtout les noms de ceux qui défendent les droits de l'homme, car ce mouvement exprime et défend les aspirations humaines les plus communes : le droit de penser, d'échanger des idées avec des amis, de recevoir et diffuser toute l'information. Ce droit naturel est si vivace que même les purges staliniennes n'ont pas réussi à le détruire. Même à demi-mort, le prisonnier Ossip Mandelstam écrivait ses poèmes. Même agonisant, Belinkov continuait à réfléchir et à se préoccuper de sauver et transmettre ses notes.

Anna Akhmatova, Boris Pasternak, Korneï Tchoukovski, Lidia Tchoukovskaïa, Vassili Grossman et d'autres que malheureusement je ne connais pas, isolés, et sous menace d'arrestation et de condamnation arbitraires ont su sauvegarder et soutenir le noble droit de l'homme à la pensée.

Grâce à la publication du « Docteur Jivago » à l'Ouest, la pensée a rompu pour la première fois le mur de l'isolement. Le procès de Siniavski et Daniel fut le signal qui amorça la réflexion dans notre pays, il montra que l'on pouvait lutter pour le droit à la pensée sans craindre d'être victime de cette lutte. Ce signal fut entendu. Me référant à ma propre expé-

rience, je vais essayer de raconter comment s'est développé ensuite ce mouvement de défense des droits de l'homme.

Mais tout d'abord quelques mots des autres mouvements. Les premiers qui touchèrent les masses furent :

— le mouvement des croyants contre les persécutions antireligieuses, illégales et cruelles,

— le mouvement des minorités nationales déportées pendant les années du culte de Staline, qui exigeaient le retour à leur patrie historique.

La forme de protestation prise par ces deux mouvements fut la même, pétitions adressées au Comité Central du P.C.U.S., au Soviet Suprême de l'U.R.S.S., au Conseil des Ministres. Leurs auteurs exprimaient leur « fidélité » sans limites au « cher parti léniniste et au gouvernement soviétique » et sur un ton larmoyant, demandaient de... « faire cesser l'arbitraire ». Le « cher parti léniniste » se taisait ou bien, tout en apaisant les esprits par des promesses mensongères se livrait à des représailles contre les instigateurs des pétitions.

Quand le mouvement de défense des droits de l'homme s'élargit, l'emploi des pétitions touchait les limites de son efficacité aussi bien chez les croyants que chez les minorités nationales. Le nombre des signataires qui atteint parfois plusieurs centaines de milliers, commençait à baisser. La déception grandissait dans les masses, tandis que l'avant-garde des croyants et des « nationalistes » se mettait à la recherche de nouvelles formes de lutte. C'est alors que s'établirent les premiers contacts avec le Mouvement de défense des droits de l'homme. La nécessité de rassembler tous les mouvements de l'opposition devenait de plus en plus évidente. C'est à ce moment-là que je commençai une nouvelle étape de ma lutte: moi aussi je tentai de défendre mes droits.

Treize ans exactement se sont écoulés depuis le jour où je me suis retrouvé en prison pour la première fois, ceci pour avoir diffusé des tracts expliquant la nature des enseignements de Lénine sur l'Etat et le parti et aussi pour avoir essayé d'organiser (clandestinement) « L'Union de lutte pour la renaissance du léninisme ». N'est-ce pas un crime singulier que celui-là ? Voilà que dans un pays dont les dirigeants proclament infatigablement leur fidélité aux principes du léninisme quelqu'un essayait de défendre ces principes, non pas dans une discussion ouverte mais par des moyens clandestins.

Auparavant il y avait eu mon intervention à la conférence du parti du district Lénine à Moscou le 7-9-61. M'adressant directement aux délé-

gués, j'avais obtenu la parole et parlai du culte de Khrouchtchev que l'on commençait à instaurer. Après avoir reçu l'approbation de la conférence, mon intervention fut condamnée sans appel par les dirigeants et surtout par le représentant du C.C. du P.C.U.S., B.N. Ponomarev. Et c'est là que j'ai vu de mes propres yeux comment en 4 heures l'appareil du parti réussit un tour de force : engager la conférence, qui venait d'approuver mon intervention à faire volte-face et à la condamner. Le singulier, c'est que personne n'essaya de prouver quoi que ce soit. On colla tout simplement sur mon intervention l'étiquette « manque de maturité politique », et ce fut la raison de cette condamnation.

Ensuite commença le règlement de comptes du parti avec moi et je compris qu'un membre du parti, fût-il au-dessus du commun, ne peut rien contre l'appareil. Il n'a aucun droit, personne pour le défendre et personne sur qui s'appuyer. Il m'apparut que les « principes léninistes » sont pour les fonctionnaires du parti des mots sans signification. Les statuts du parti demeurent lettre morte, ne garantissant en aucun cas les droits des membres du parti. L'idée me vint alors d'expliquer cela aux communistes. Si personne ne réagissait, l'appareil instituerait le culte de Khrouchtchev, ou de n'importe qui, et tout retomberait dans l'ornière stalinienne. Expliquer. Mais comment ? Il n'existe pas un seul organe de presse dans tout le pays qui aurait publié ce que l'appareil du parti ne veut pas voir publier. De là vint l'idée de la clandestinité. L'expérience passée du parti bolchevique m'incitait aussi à emprunter cette voie. L'entreprise avorta au premier tract distribué, de même que l'Union, tuée dans l'œuf. (Les 8 tracts restants, prêts à être imprimés et diffusés, furent confisqués pendant la perquisition.)

Au bout d'un mois d'instruction judiciaire on me soumit à l'expertise psychiatrique. Les « punitions » infligées aux autres membres de cette Union qui n'avait jamais existé furent plus « humaines » (sans privation de liberté) : l'un a été renvoyé de l'Armée, un autre, au contraire, y fut envoyé de force, tous se retrouvèrent exclus des Universités. La plupart ont été contraints de se « repentir ». On essaya de me persuader, moi aussi, avec comme argument essentiel la question « Que pouvez-vous faire tout seul ? »

Quand j'entrai dans le département d'expertise (réservé aux politiques) de l'Institut Serbski, les onze personnes qui s'y trouvaient se précipitèrent à ma rencontre en criant à l'unisson : « Quel article ? »

— Article 70, répondis-je étonné. Ma réponse fut suivie par un grand

éclat de rire. Un grand jeune homme brun qui se tenait tout près de moi — ses yeux semblaient bons et intelligents — me demanda :

— Est-ce que l'on vous disait à vous aussi : « Mais que pouvez-vous faire tout seul ? » Mon étonnement grandissant, je répondis, perplexe : « Oui... » Un nouvel éclat de rire retentit qui me déconcerta davantage encore. Le jeune homme brun, ayant apparemment compris la raison de mon embarras, me calma : « Ne prenez pas tout cela en mauvaise part. Ici nous sommes tous comme vous. C'est pourquoi nous rions. Tout simplement nous voyons que notre contingent augmente. Des fous, ici il n'y en a pas, n'avez pas peur. »

C'était Youri Grimm — grutier sur les chantiers. Avec son camarade il avait composé, reproduit et diffusé des tracts anti-krouchtcheviens. Nous sommes devenus de très bons amis et cette amitié qui existe toujours, est devenue en quelque sorte « familiale », car peu d'enfants s'occupent aussi bien de leurs parents que Youri Grimm et sa femme Sonia s'occupent de nous. Youri fut le plus grand cadeau que me fit l'Institut Serbski. J'ai pu alors le conseiller sur la manière de se conduire pour ne pas être interné à l'hôpital psychiatrique. Il m'a écouté, s'est « repenti » de ses actes, a été reconnu responsable et s'en est sorti avec 3 ans de camps à régime sévère. Un hôpital psychiatrique spécial l'aurait mutilé pour la vie.

Dès l'expertise j'ai compris que ma conduite avait été erronée. Choisir la clandestinité pour lutter contre l'illégalité et l'arbitraire est une erreur impardonnable. On choisit la clandestinité pour renverser le régime existant avec ses lois. Passer à la clandestinité pour exiger ses droits légaux, inscrits dans la Constitution, équivaut à donner aux autorités la possibilité de vous présenter au peuple comme un criminel de droit commun, presque comme un bandit. C'est aussi leur permettre de vous bâillonner en catimini, en vous transférant sans bruit de la clandestinité où vous vous êtes fourré vous-même dans les geôles du K.G.B. Non, il faut faire comme il est dit dans un poème qu'Evtouchenko écrivit quand il était encore un poète :

« Sans me courber, à la vue de tout le monde
Je vais sans armes pour en trouver
Sans amis, je vais en chercher. »

J'ai fermement décidé de ne pas répéter cette erreur-là. Une fois libéré je ne passerais pas dans la clandestinité. Bien au contraire, je prendrais la parole contre toute violation des lois et le ferais publiquement, aussi fort qu'il me serait possible. Et j'utiliserais de mes droits constitutionnels

sans demander l'autorisation de qui que ce soit. C'est la seule manière de pouvoir rencontrer les gens qui ont les mêmes idées. Tandis que dans la clandestinité on ne rencontre que des rats, avec qui se faire prendre au piège ou tomber dans la gueule du chat.

Il est évident qu'ayant de telles pensées, je n'aurais pas commis de péché si pendant l'expertise je m'étais tout à fait sincèrement repenti de mes actions et avais promis de ne plus recommencer. Mais je considérais indigne d'un homme de se repentir sous le couperet de la guillotine. Je ne me suis donc pas repenti et en conséquence je me suis retrouvé à l'hôpital psychiatrique de Léninegrad. Et je ne le regrette pas. Là j'ai rencontré Vladimir Boukovski. Il est vrai qu'à ce moment-là nous n'avons pas réellement réussi à nous parler. Nos conversations ont eu lieu plus tard, au printemps 1965 quand tous les deux — d'abord lui, moi ensuite, sortîmes enfin de l'hôpital psychiatrique spécial.

Lors de notre première rencontre je lui ai tout de suite demandé quelle forme d'action il préférerait, une lutte ouverte ou la clandestinité bien organisée. Sa réponse a été ferme et résolue : « la lutte ouverte et elle seule ». Nous n'avons pas de raisons de nous cacher. Et qui plus est, des gens pourront nous voir et nous entendre et ceux qui sont braves et honnêtes viendront vers nous. Tandis que dans la clandestinité il est difficile de choisir les gens. Vu la corruption de nos mœurs on peut dès le premier pas tomber sur un provocateur.

Volodia, comme Youri, est devenu pour moi un ami et par la suite cette amitié s'est étendue à nos familles. Quoique nous ayons passé très peu de temps ensemble, ayant été, lui en détention, moi en hôpital psychiatrique, ensuite, lui de nouveau en détention et enfin à l'étranger, nous travaillons toujours pour la même cause. Volodia fut l'autre grand cadeau que je reçus de mon premier « traitement » psychiatrique. Dans la cellule psychiatrique de la prison Lefortovo j'avais rencontré un autre dissident — Alekseï Dobrovolski. Sa seule bonne action a été de me faire rencontrer Alexandre Guinzbourg, Youri Galanskov, Vera Lachkova. Car il a fini par trahir ses amis...

V. Boukovski m'avait présenté un vieux communiste (membre du parti depuis 1920), Sergueï Petrovitch Pissarev. Toute ma famille et moi nous sommes liés d'amitié avec lui. Cet homme très intéressant, associait les qualités de fidélité en amitié, de dévouement sans réserve au parti, d'honnêteté, de droiture, de courage sans limites, de persévérance et une naïveté enfantine. Ceci en quelques mots pour le caractériser. Il fut exclu du parti par huit fois, toujours pour la même raison, formulée chaque fois dif-

féremment : défiance envers les organes de direction du parti. En réalité, il prenait toujours la défense de ses amis du parti frappés par la répression. En règle générale il réussissait toujours à les faire réhabiliter et à être lui-même réintégré dans le parti (7 fois sur 8). Sous Staline il fut arrêté 2 fois, les deux fois pour cette même raison. Lors de sa première arrestation il fut sauvagement torturé. Après avoir subi quarante-trois interrogatoires, dont trente-huit sous la torture, il en sortit avec les ligaments de l'épine dorsale rompus — ce qui le fait souffrir encore aujourd'hui. Il a tout enduré et obtenu sa libération.

A sa sortie de prison il chercha le moyen de faire condamner son juge d'instruction, tout en continuant sa lutte commencée auparavant pour la libération d'un des dirigeants bolcheviques de Tchetcheno-Ingouchie, Ziazikov. Cette lutte, qui a duré vingt ans a eu pour seul résultat la réhabilitation posthume de Ziazikov (qui fut fusillé). Quant au juge d'instruction, on a communiqué à Pissarev qu'il avait été exclu du parti et révoqué.

Après la guerre, lors du procès des « blouses blanches », Pissarev a exprimé dans une lettre ses doutes sur les accusations portées contre eux. Et c'est cette lettre qui fut la cause de sa deuxième arrestation. Il fut reconnu irresponsable et enfermé à l'hôpital psychiatrique spécial de Léninegrad. Il persista à démontrer le bien-fondé de sa cause et obtint en fin de compte sa libération. Avec cela, il a emporté avec lui, de l'hôpital, des notes décrivant un grand nombre de cas d'abus psychiatriques — c'est-à-dire de l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives. Sur la base de ces documents il écrivit une déclaration fort bien fondée et convaincante au C.C. du P.C.U.S.

En vue de vérifier les faits, une commission fut créée sous la présidence d'un des membres du C.C. du P.C.U.S., Alexeï Illitch Kouznetsov. Cette commission comptait pour membres deux des plus grands psychiatres soviétiques : le Professeur Dimitri Dimitrievitch Fedotov qui était à cette époque le directeur de l'Institut de recherches en psychiatrie et le Professeur Anatoli Borissovitche Alexandrovski, qui fut le médecin en chef de l'hôpital psychiatrique Donskoï.

La Commission, après avoir contrôlé deux hôpitaux psychiatriques spéciaux — les seuls à l'époque — à Kazan et à Léninegrad, confirma tous les faits communiqués par Pissarev et fit état d'un très grand nombre de faits analogues.

A partir des données recueillies, la Commission proposa de liquider les hôpitaux psychiatriques spéciaux, le but de ces établissements étant non

pas la guérison des malades mentaux mais la répression politique des mécontents. Les conclusions de la Commission furent présentées au membre du Bureau Politique N.M. Chvernik. Ce dernier prit le rapport et tous les autres documents, les garda deux ans dans son bureau, ensuite le tout passa aux Archives du P.C.U.S.

Voilà ce qu'est la naïveté : pendant plus de vingt ans Pissarev écrit au Bureau Politique, insistant pour que soit prise une décision conforme à la proposition de la commission de Kouznetsov. Pourtant, de toute évidence, c'est justement le Bureau Politique, tout au moins en la personne de ses membres les plus influents, qui prend toutes les mesures pour empêcher la diffusion de ces documents, et engage une répression sans fondement contre tous les membres de la Commission, peu de temps après la déposition des documents auprès de Chvernik.

A.I. Kouznetsov, expulsé du C.C., resta longtemps sans travail. Le Professeur A.B. Alexandrovsky fut l'objet d'un blâme public infamant et fut démis de son poste de médecin-chef de l'hôpital psychiatrique. L'ayant mal supporté, il mourut peu de temps après. Le Professeur D.D. Fedotov fut licencié de son poste de directeur à l'Institut de recherche et nommé consultant en psychiatrie à l'Institut du secours d'urgence Sklifassovsky. Les hôpitaux psychiatriques spéciaux ne sont pas abolis ; bien au contraire, leur nombre ne cesse de croître. En plus de ceux de Kazan et Léningrad, d'autres hôpitaux psychiatriques se sont ouverts à Sytchevka, Tcherniakhovsk, Orel, Dnepropetrovsk, Smolensk, Alma-Ata, Blagovechtchensk. Les services de thérapie « spéciale » existent maintenant dans tous les hôpitaux psychiatriques régionaux. Mais S.P. Pissarev continue à croire en le C.C. du P.C.U.S. et ne se lasse pas d'écrire. Qui plus est, il considère les lettres au C.C. du P.C.U.S. et aux autres instances de l'Etat comme le seul moyen acceptable de lutte contre l'arbitraire. Et quoique pour ma part je n'approuve pas ce genre d'action car il m'est impossible de m'incliner tout le temps devant quelqu'un qui m'ignore totalement, je ne peux pas ne pas respecter cet homme, ne pas chérir son amitié.

L'écrivain Aleksēi Evgrafovitch Kosterine fut un homme tout à fait différent. Ami de Sergueï Petrovitch, il devint le mien par l'intermédiaire de celui-ci. Nous nous sentîmes si proches que nous ne pouvions plus passer une journée l'un sans l'autre. Toute ma famille aussi s'était mise à l'aimer. Gai, plein de joie de vivre en dépit de tout ce qu'il avait dû endurer et de sa grave maladie cardiaque, Kosterine était un remarquable conteur et un merveilleux interlocuteur. Sa mort fut pour moi un grand choc. Son enterrement fut digne de lui. La réunion qui suivit (devant ses